

Révoltes arabes En voulant répéter le scénario à la libyenne contre le régime de Damas, ou en voyant des similitudes avec les régimes déchus, les Occidentaux et les monarchies du Golfe commettent une énorme erreur : l'armée, la sécurité, l'Etat sont unis derrière Al-Assad, qui peut compter sur des soutiens internationaux forts et une base sociale non négligeable.

La bataille pour la Syrie

Par Majed Nehmé

La crise syrienne, la plus grave qu'ait connue ce pays depuis son indépendance en 1943 et l'évacuation des troupes étrangères en 1946, va bientôt entamer sa deuxième année sans qu'on en voie l'issue finale. Contrairement à la Tunisie, l'Égypte, la Libye et le Yémen, le pouvoir syrien continue à faire face à la tempête sans que celle-ci ne l'emporte. Ce qui est, en soi, une prouesse. Les défis qu'il affronte sont pourtant redoutables. Au départ, comme dans l'ensemble des pays touchés par ce qui est schématiquement appelé le « printemps arabe », le régime a été secoué par une révolte populaire pacifique, porteuse d'idéaux de démocratie, de justice, de liberté et de dignité. Cependant, face à l'autisme des autorités, leur impuissance à comprendre la nature du mouvement, leur extrême brutalité face aux manifestations sans violence, le retard excessif à répondre aux aspirations légitimes de l'opposition politique par des réformes substantielles, une partie de cette opposition, particulièrement celle soutenue par l'étranger, a opté pour la militarisation du soulèvement.

► Toujours debout

Une évolution qui pourrait être, qui est déjà, fatale pour le soulèvement, tant le rapport de force penche en faveur du pouvoir en place.

Ce dernier a certes été fortement secoué, mais il est loin de tomber. Ceux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur, avaient misé sur sa chute en auront été pour leurs frais. À part quelques désertions non significatives, l'institution militaire, qui n'a pas encore été massivement engagée dans le conflit, reste unie autour du régime.

Et pour cause : elle en fait organiquement partie. Idem pour l'institution sécuritaire. L'État et l'administration sont toujours debout. À part ceux qui avaient fait défection ou avaient été exclus du pouvoir avant la crise (notamment Abdel Halim Khaddam ou Rifaat al-Assad), aucun abandon majeur n'a été constaté à ce jour.

Ce n'était pas le cas dans les autres « printemps arabes ». En Tunisie, le pouvoir de Ben Ali a certes été fragilisé par la fronde populaire, mais ce ne sont pas les manifestants – qui n'avaient au départ que des revendications sociales – qui ont contraint l'ancien maître de Carthage à fuir, mais son lâchage par l'institution militaire, certains services de sécurité et son propre parti, le Rassemblement constitutionnel démocratique. Tous étaient excédés par la dérive clanique du pouvoir, son usure et un scénario dynastique. Si ceux qui ont récolté les fruits de la révolte ont été les islamistes, force cependant est de constater que les principaux piliers de l'ancien régime, la sécurité et l'armée, n'ont pas été gangrenés par les « barbus » et seront appelés à jouer un rôle de « sauveurs de la nation » au cas où il y aurait péril en la demeure.

En Égypte, ce ne sont pas les jeunes de la place Tahrir qui ont poussé Hosni Moubarak à la sortie, mais bel et bien l'armée. Elle n'a pu le faire qu'après avoir mis hors jeu les services de sécurité et le parti au pouvoir, le Rassemblement national démocratique, profitant du rejet populaire, mais aussi des élites et des décideurs,

d'une succession dynastique à la tête de l'État. Un an après, c'est toujours le Conseil militaire supérieur qui détient le pouvoir, en dépit des élections législatives gagnées haut la main par les Frères musulmans (alliés des militaires) et les salafistes. Là aussi, l'armée cherche à propulser à la présidence un ancien général, éphémère premier ministre nommé par Moubarak, Ahmad Shafik, pour mieux préserver ses intérêts. Si cette hypothèse est invalidée, et si l'incertitude politique et le marasme économique et social persistent, il n'est pas exclu qu'un militaire soit tenté par un coup d'État, toujours au nom du « salut national ». Un scénario désormais évoqué ouvertement par certains cercles du pouvoir, avec le soutien implicite des États-Unis qui ont formé l'ensemble de la haute hiérarchie militaire égyptienne durant les trois dernières décennies.

En Libye, on a, au départ, assisté à une révolte populaire limitée qui s'est vite transformée en guerre civile alimentée par l'Otan. La chute de Kadhafi n'a pas donné lieu au printemps démocratique escompté, mais a ouvert une boîte de Pandore d'où sont sortis les démons de l'intégrisme, du tribalisme, du terrorisme et de la somalisation. Le cauchemar libyen n'en est hélas qu'à ses débuts.

Le Yémen, enfin, où le président Ali Abdallah Saleh vient d'être contraint à la démission par ses « amis » saoudiens, après trente-trois ans de pouvoir, est loin d'avoir changé de régime. Lâché par ses alliés, notamment les

**LE RÉGIME SYRIEN A CERTES ÉTÉ FORTEMENT
SECOUÉ, MAIS IL EST LOIN DE TOMBER.**



États-Unis, dont il a été un fidèle exécutant dans la guerre contre le terrorisme, il a été sacrifié pour mieux préserver le régime. Cela étant, cette sortie de crise proposée par les monarchies du Golfe fera pas long feu. Tous les ingrédients d'une déstabilisation, voire d'un éclatement du pays, sont là. Quant aux jeunes qui avaient battu le pavé pendant de longs mois, en scandant les mots d'ordre de démocratie, modernité, justice et fin de la corruption généralisée, ils seront – ils sont déjà – les dindons de la farce.

À Bahreïn, la révolte a été matée dans le feu et le sang sans que cela ne perturbe le sommeil de la communauté dite internationale qui a fermé les yeux sur l'intervention des chars saoudiens et des militaires des pays voisins du Golfe pour aider le monarque bahreïni à sauver son trône. Ce sont les mêmes monarchies du Golfe qui se portent volontaires pour aider le peuple syrien à se débarrasser de son tyran.

On remarquera que ces « printemps arabes » ont emporté le Tunisien Ben Ali, l'Égyptien Mubarak et le Yéménite Saleh, tous les trois considérés comme pro-occidentaux. Cynique, l'Occident a préféré les lâcher pour miser sur de nouveaux chevaux – islamistes – dans l'espoir de préserver ses intérêts en se parant de la vertu de promoteur de la démocratie.

► Rivalité Iran/Arabie Saoudite

Quant à Kadhafi, une sorte d'électron libre qui pensait narguer impunément tout le monde sans être protégé par une grande puissance, sa chute aura été un cruel rappel à la dure réalité des relations internationales. Comme nous le dit Rony Brauman dans son débat avec Tzvetan Todorov dans ce numéro (page 40), « *c'est la grande leçon à tirer de l'affaire. Quand on veut faire le malin comme l'a fait Kadhafi, il faut avoir un protecteur. Lui s'est coupé de tous ses protecteurs. Cela a été une erreur politique qui lui a été fatale.* »

La Syrie de Bachar al-Assad n'a pas fait cette erreur fatale. Déclaré paria par l'Occident et ses supplétifs du Golfe et de la Ligue arabe, il peut compter, dans l'adversité, sur des alliés puissants : d'abord la Russie et la Chine, qui ont utilisé deux fois leur veto au Conseil de sécurité de l'Onu pour empêcher un scénario à la ➤

Photos : Sam

Bachar al-Assad recevant le Russe Sergueï Lavrov et le Chinois Zhai Jun.

libyenne. « *Le précédent libyen pèse lourd en Syrie* », a déclaré Jean-Pierre Chevènement le 7 février dernier, en interpellant le néo-sarkozyste Alain Juppé à propos de « sa » politique syrienne.

Pour l'homme politique français de gauche le plus gaulliste, « *la Russie soutient, certes pour des raisons intéressées, le régime de Bachar al-Assad contre ce qu'elle appelle "l'ingérence étrangère", laquelle est en fait une révolution populaire où s'affirment des éléments islamistes extrémistes.* » Mais, ajoute Chevènement, « *au-delà de la revendication de la liberté et de la démocratie pour le peuple syrien, n'y a-t-il pas de forces qui veulent transformer la Syrie en champ clos d'une rivalité autrement plus décisive entre l'Iran et l'Arabie Saoudite ? Et ne peut-on craindre, en toute lucidité, à la lumière de l'évolution de l'Irak, les conséquences qui s'ensuivront à terme pour des minorités, notamment chrétiennes, au sort desquelles la France déclarait n'être pas indifférente ?* »

Mais le veto de Moscou et de Pékin ne s'explique pas seulement par des raisons économiques intéressées. Les échanges commerciaux entre la Syrie et ces deux grandes puissances sont insignifiants. Jusqu'ici, les trois premiers partenaires économiques de la Syrie ont été l'Irak, la Turquie et le Liban. Avec les sanctions imposées par l'Union européenne, les États-Unis et les monarchies du Golfe contre la Syrie, ces pays ne semblent pas mesurer à quel point ils sont en train de favoriser l'émergence d'un nouveau groupe économique, plus ou moins homogène, résolument tourné vers l'Asie. Avec l'intégration forcée syro-irakienne, adossée au Liban et à l'Iran, le tout ouvert sur la Russie et la Chine, l'Occident aura affaire à un bloc solide qui lui est hostile et qui dispose de ressources matérielles et humaines conséquentes.

C'est exactement le danger de l'improvisation stratégique contre lequel Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de la Défense sous Mitterrand, a voulu mettre en garde Alain Juppé en rappelant : « *La France se situe à l'avant-garde de l'embargo décrété par l'Union européenne sur le pétrole iranien, au prétexte de conduire l'Iran à la table des négociations et d'éviter ainsi des frappes*

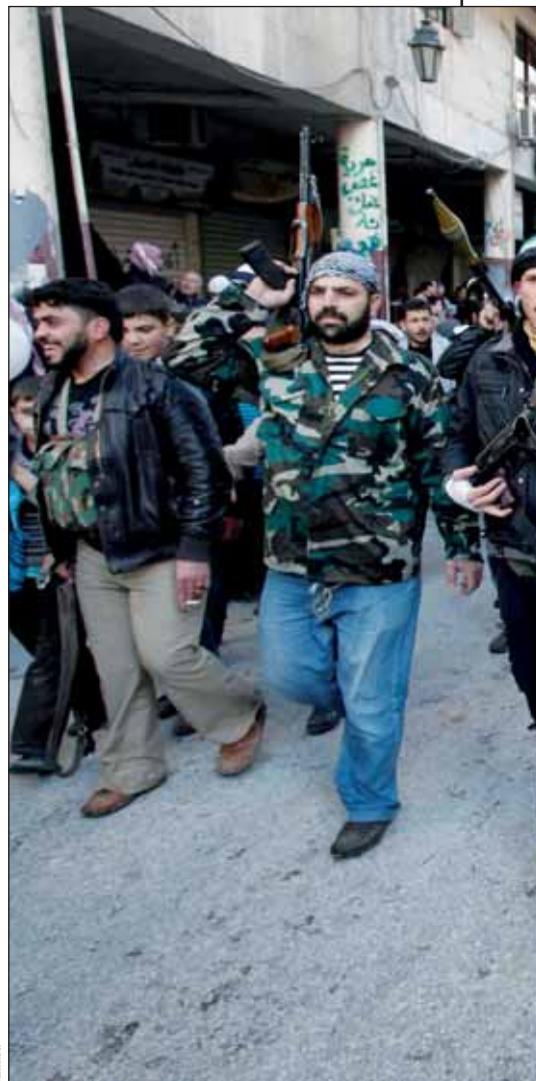
israéliennes. Cette attitude qui s'insère dans une logique de surenchère ne garantit pas la suite et comporte dans l'immédiat un effet certain qui ira à l'inverse du but recherché : les puissances asiatiques, à commencer par la Chine, occuperont la place laissée vide par les Occidentaux. [...] Une nouvelle étape de la désoccidentalisation du monde se profile ainsi à l'horizon, ce qui explique une plus grande retenue américaine. Dans le même temps, dans le contexte des retraits occidentaux d'Afghanistan, se lève chez les Iraniens la crainte d'un encerclement de leur pays par un intégrisme sunnite dominé par l'alliance du Pakistan et de l'Arabie Saoudite. La France a-t-elle bien mesuré les risques d'engrenage ? »

► **Courage, fuyons !**

Manifestement beaucoup moins que les États-Unis, qui semblent freiner leur ardeur anti-syrienne en ayant publiquement reconnu, par la voix des plus hauts responsables américains du renseignement, suivis par le secrétaire à la Défense Leon Panetta, que les attentats d'Alep étaient le fait d'Al-Qaïda – ce qui était un secret de polichinelle.

Malgré la persistance de la phraséologie martiale contre la Syrie, les chancelleries occidentales, comprenant le message sans ambiguïté que Moscou et Pékin leur ont envoyé, entament désormais discrètement un repli. Plusieurs signaux émanant de certains acteurs de cette crise le laissent deviner. Citons la division de l'opposition soulignée publiquement par Sarkozy et Cameron, la nécessité de trouver une sortie politique et diplomatique, la reculade désordonnée de la Turquie, le refus de la Ligue arabe, sous la pression de l'Algérie, du Liban, du Soudan et, surtout, de l'Irak (qui devra en assurer ce mois-ci la présidence), de reconnaître, comme le demandent les monarchies du Golfe, le Conseil national syrien comme représentant légitime de la Syrie.

Pendant ce temps, le pouvoir syrien répond à une revendication centrale de



Xinhua

l'opposition intérieure : il a proposé une nouvelle Constitution soumise au référendum le 26 février, supprimant le rôle du Baas comme parti unique, sur le conseil express de Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères. Parallèlement à cette réforme majeure, Damas semble décidé, avec le feu vert de Moscou, à en finir militairement avec les dernières poches d'insurrection armée, notamment à Homs.

Si l'option sécuritaire, couplée à des avancées politiques, s'avère concluante, cela permettrait au pouvoir de négocier une sortie définitive de la crise sans avoir le dos au mur.

Plusieurs hypothèses sont en débat,

**L'OCCIDENT ET LES PÉTRONOMARCHIES SONT EN TRAIN DE FAVORISER
L'ÉMERGENCE D'UN GROUPE ÉCONOMIQUE TOURNÉ VERS L'ASIE.**



*Une insurrection vraiment pacifique ?
Des combattants de l'Armée syrienne libre à Idlib, le 10 février 2012.*

selon le journaliste d'investigation libanais bien informé Samy Kleib. Selon lui, l'intrusion d'Al-Qaïda dans le jeu syrien pourrait amener les acteurs internationaux de la crise à négocier un compromis. « *Le principal scénario, écrit-il, porte sur un accord sur la période de transition en Syrie. Le régime resterait tel qu'il est, mais le président céderait le pouvoir à une personnalité issue du cœur même du régime. La Russie rejette cette proposition. Un deuxième scénario stipule que le président reste en place mais que le régime s'ouvre à d'autres partis et change de nature. Les États-Unis et la France rejettent cette proposition, parce qu'il leur est très difficile de battre en retraite en cessant de réclamer la démission du président syrien. D'où un troisième scénario qui*

met l'accent sur la nécessité du dialogue entre les autorités actuelles, présidées par Bachar al-Assad, et l'opposition. Il s'agit d'aboutir à un consensus sur un gouvernement d'Union nationale et sur une période de transition qui assurerait la tenue d'élections libres et garantirait leur intégrité. C'est sur ce dernier scénario que travaillent la Russie, la Chine et l'Iran, avec Téhéran qui espère amener Ankara à s'y associer. »

Un autre scénario a été suggéré par Robert Malley, l'ancien Conseiller spécial de Clinton et actuel Directeur

de l'ICG pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient.

Dans un entretien avec France24, il plaide pour « *une initiative diplomatique.* » « *La seule lueur d'espoir, poursuit-il, ce serait une entente entre les pays qui soutiennent le régime comme la Russie et la Chine et ceux qui soutiennent l'opposition, comme la Turquie, l'Arabie Saoudite, et bien d'autres. S'ils pouvaient se mettre d'accord sur un plan de paix qui contiendrait une transition politique graduelle vers un autre régime, une transition concrète avec des garanties concrètes, et des garanties également pour les communautés qui pourraient se sentir menacées comme les Alaouites. C'est évidemment la solution idéale, mais on s'en éloigne et on s'approche à des scénarios dangereux.* »

► **Nécessaire mais pas suffisant !**

La nouvelle Constitution, qui ferme la porte à l'opposition extérieure et qui agace les milieux laïcs – ils demandent, sans trop y croire, la suppression de toute référence à la religion du chef de l'État –, est certes un pas important vers une sortie de crise. Mais pas suffisant. Car maintenant que le régime vient d'administrer à ses détracteurs la preuve de sa capacité à résister et, sauf surprise majeure, à surmonter la plus grave crise de son existence – en grande partie grâce à ses alliances régionales et internationales, et aux inexcusables erreurs d'appréciation d'une grande partie de l'opposition extérieure –, il doit ouvrir le dialogue avec les élites et les forces populaires. Celles-ci demandent simplement la participation effective à la politique du pays et à l'édification de son avenir démocratique. Ce n'est pas si énorme. Et c'est impératif : car, au-delà de la survie du régime, c'est de la survie de la Syrie elle-même qu'il s'agit. ■

**MAINTENANT QUE LE RÉGIME A MONTRÉ SA CAPACITÉ À RÉSISTER,
IL DOIT OUVRIR LE DIALOGUE AVEC LES ÉLITES ET LES FORCES POPULAIRES.**

Reportage Au terme d'un nouveau séjour d'observation dans ce pays, force est d'admettre que, plus que jamais, la réalité du terrain diffère du tableau catastrophiste qu'en proposent les médias en Europe, aux États-Unis et dans le Golfe.

Désinformation massive

Par Pierre Piccinin* Envoyé spécial

Très éloignée de la vision simpliste d'une insurrection populaire contre une dictature, la conjoncture syrienne se décline effectivement de manière plus complexe, et l'opposition au président Al-Assad, bien loin de constituer un bloc solidaire, se révèle fragmentée et très locale.

À l'intérieur du pays et dans les grandes villes, le calme règne, et l'armée régulière est fidèle au gouvernement, soutenu – fût-ce par défaut face à l'islamisme radical – par une majorité de la population. À commencer par les communautés alaouite et chrétienne, mais aussi par la classe moyenne sunnite, favorable aux réformes économiques entreprises depuis 2000.

Distorsion et faux témoignage

Seules les villes de Hama et de Homs connaissent des troubles significatifs, et des agglomérations de moindre importance, le long des frontières turque et libanaise, à travers lesquelles s'infiltrèrent des combattants, armés et soutenus par l'étranger.

À Homs, pendant deux jours, j'ai observé l'opposition qui contrôle deux quartiers, dont celui d'Al-Bayadah, où j'ai rencontré Fadwa Suleiman, porte-parole des insurgés.

Les rebelles de Homs – il s'agit bien d'une rébellion armée – ne constituent pas la principale préoccupation du gouvernement, qui parviendrait à ramener l'ordre en quelques heures de combats s'il ne craignait la réaction de l'opinion internationale et de donner du grain à moudre au couple franco-qataris, désireux, pour des raisons encore obscures, de promouvoir une intervention armée similaire à celle qui s'est achevée par la mort de plusieurs dizaines de milliers de civils en Libye.

La situation est plus simple à Hama. J'ai là aussi été introduit au sein de l'organisation de l'opposition. Pas plus qu'en juillet, je n'y ai vu de manifestants armés. Policiers et militaires occupent les principaux boulevards et places.

Les manifestants sont donc contraints de se réunir par groupes de quelques centaines seulement, dans les ruelles latérales. Leurs seules armes sont des pierres, qu'ils lancent sur les forces gouvernementales, lesquelles répliquent par des gaz lacrymogènes et des tirs de plombs de chasse, rarement par des tirs de balles. Hama n'est donc pas le théâtre de violents affrontements, mais s'y déroule quotidiennement une poignante intifada.

Les réels défis pour le régime sont, d'une part, les groupes de combattants salafistes, qui se déplacent et commettent çà et là des atrocités (enlèvements, mutilations, exécutions sommaires) contre des soldats et des policiers, mais aussi contre des civils qui refusent de les appuyer, et, d'autre part, l'Armée syrienne libre (ASL), composée de déserteurs et d'éléments étrangers, qataris et libyens notamment, entraînés par des éléments de l'armée française dans les camps de « réfugiés » au Liban et en Turquie.

L'ASL attaque les agglomérations proches des zones frontalières, principalement Zabadani, au nord-ouest de Damas, à la frontière du Liban, Talkalakh et Qousseir, dans la province de Homs, et Idlib, à proximité de la frontière turque. Les factions libanaises hariristes qui la soutiennent au Liban prennent ainsi le risque de provoquer l'extension du conflit au territoire liba-



P. Piccinin

nais. Le Hezbollah, allié de Damas, pourrait en effet soulager considérablement le gouvernement syrien en attaquant les bases arrière de l'ASL.

Une des questions qui s'imposent est donc celle de la désinformation. Comment expliquer une telle différence entre la réalité du terrain et les propos tenus dans les journaux et sur les petits écrans français, qui donnent de la Syrie l'image d'un pays à feu et à sang, où la répression aurait fait plus de 6 000 morts (un nombre de plus en plus souvent avancé sans emploi du mode conditionnel) ?

Pour l'essentiel, une réponse : l'OSDH, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (ou, plus exactement, « les » OSDH), la source quasiment unique des médias occidentaux, presque systématiquement mentionnée dans tous les articles de journaux et reportages télévisés.

En juillet 2011, déjà, j'avais été frappé par la distorsion qui existait entre le terrain et « l'information », et ce plus encore à l'occasion d'une expérience très précise, à Hama. Le vendredi 15 juillet, j'y avais assisté à une manifestation qui avait rassemblé entre 3 000 et 10 000 personnes. Le soir même, l'AFP, suivie des bulletins

L'ARMÉE SYRIENNE LIBRE: DES DÉSERTEURS ET DES ÉTRANGERS, QATARIS ET LIBYENS, ENTRAÎNÉS PAR DES ÉLÉMENTS DE L'ARMÉE FRANÇAISE.



grand quotidien du lendemain de la prétendue attaque.

Autre exemple vécu : le 27 décembre, j'étais à Damas lorsque l'on a annoncé une fusillade à l'université. Je me suis immédiatement rendu sur place, puis à l'hôpital où les blessés étaient transportés. J'ai interrogé des étudiants, ainsi que la mère et la tante d'un des blessés : un opposant au gouvernement, un étudiant, était entré dans une salle d'examen et avait tiré en choisissant



ses cibles, toutes membres d'organisations étudiantes pro-Assad. Dans l'heure, l'OSDH a affirmé que plusieurs tireurs pro-régime avaient ouvert le feu, tuant et blessant des étudiants qui manifestaient contre le gouvernement... Une « information » immédiatement reprise par l'ensemble des sites de presse occidentaux.

► Prêt-à-porter humanitaire

Il convenait dès lors de mener une enquête de fond, dans le but d'identifier avec précision l'OSDH, organisation basée à Londres qui, selon plusieurs sources interrogées en Syrie en juillet dernier, dans les milieux de l'opposition, comprendrait notamment des membres des Frères musulmans.

Il n'a pas été bien difficile de rencontrer les membres de cette organisation, à l'origine de laquelle on trouve un certain Rami Abdel Rahmane, Syrien émigré à Londres, propriétaire d'un commerce de prêt-à-porter. Depuis le début de la crise syrienne, cet opposant au régime baasiste a créé un site sous le label rassurant d'observatoire des droits de l'homme, adressant aux agences de presse des dépêches dénonçant les exactions du gouvernement syrien et des bulle- ➔

Photos : P. Piccinin

Hama en juillet 2011 : 500 000 manifestants selon l'AFP, en réalité entre 3 000 et 10 000. Un mensonge que dénonce Pierre Piccinin (avec Fadwa Suleiman, à g.) et qui touche autant les vivants que les morts.

de France 24, d'Euronews et du journal *Le Monde*, avait annoncé 500 000 manifestants et la fin prochaine du régime ! Il convenait de s'interroger sur l'origine de « l'information » : l'OSDH... La ville de Hama, qui plus est, ne compte pas même 400 000 habitants, ce qu'aucune rédaction n'a vérifié. L'étiquette « droit-de-l'homme » de cette organisation semble ainsi avoir inspiré une totale confiance. Pourtant, à plusieurs reprises, les

dépêches de l'OSDH se sont révélées contenir des faux.

Autre cas très concret : le 20 novembre 2011, toute la presse a annoncé une attaque de roquettes contre le siège du parti Baas dans la capitale. Un de mes contacts à Damas m'a informé que le bâtiment était intact. Deux coups de fil ont été suffisants pour vérifier l'information et publier une photographie du siège du Baas, avec, en avant-plan, la une d'un

Compte rendu Un rapport de mission, rendu public le 10 février, met à mal l'intense campagne médiatique contre Damas dans la presse occidentale et arabe.

La première victime d'une guerre, c'est la vérité !

Par Philippe Tourel

La crise syrienne ne déroge pas à cette réalité. C'est la principale conclusion d'un rapport sur la Syrie publié le 10 février dernier à Paris par le Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R) ⁽¹⁾ et le Centre international de recherche et d'étude sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (Ciret-AVT). Intitulé : *Syrie : une libanisation fabriquée, sous-titrée Compte rendu de mission d'évaluation auprès des protagonistes de la crise syrienne*. Ce rapport a le mérite d'être la première analyse non partisane de ce conflit qui déborde désormais largement les frontières du pays et annonce une reconfiguration significative de l'équilibre des forces internationales depuis l'effondrement de l'Union soviétique.

La mission d'évaluation était composée de Saïda Benhabyles, ancienne ministre algérienne de la Solidarité nationale, prix des Nations unies pour la société civile et membre fondateur du Ciret-AVT, Anne-Marie Lizin, présidente du Sénat belge, Richard Labévière, écrivain et spécialiste des Proche et Moyen-Orient, ainsi que d'Éric Denécé, directeur du CF2R.

Les deux centres à l'origine de ce rapport (Ciret-AVT et CF2R) s'étaient illustrés il y a quelques mois par un autre rapport prémonitoire sur la Libye ⁽²⁾ qui aurait dû, à

l'époque, alerter les décideurs européens afin qu'ils stoppent net les va-t-en-guerre de l'Otan et du Golfe, en les mettant en garde contre les conséquences désastreuses de cette guerre. Ils avaient en effet été les premiers à alerter sur la montée en puissance de mouvements djihadistes extrêmes aux frontières de l'Europe et contre les risques de déstabilisation du Maghreb et de la région sahélo-saharienne. Mais le désir d'en découdre avec l'ancien maître de la Libye, notamment pour des raisons personnelles et médiatiques incompréhensibles, l'avait emporté sur la réalpolitik et le bon sens. Si la Libye, et maintenant le Mali, payent le prix de cette désinvolture criminelle, il y a de réelles craintes que la rive nord de la Méditerranée soit touchée à son tour à plus ou moins brève échéance.

► Va-t-en-guerre

On retrouve les mêmes va-t-en-guerre qui avaient sévi en Libye essayer de rééditer leur forfait en Syrie. Jusqu'ici, la Chine et la Russie les ont arrêtés net. Mais pour combien de temps encore ?

La lecture de ce rapport est édifiante pour comprendre les jeux et les enjeux de la crise syrienne : acteurs régionaux, djihadisme, opposition, atouts et faiblesses du régime, acteurs régionaux et internationaux, etc. Mais elle met aussi à nu les manipulations médiatiques sans précédent dans tous les autres conflits. « *En Syrie*, souligne le

tins nécrologiques chiffrés, informé quotidiennement, selon lui, par un réseau de plusieurs centaines d'observateurs présents en Syrie.

Rami Abdel Rahmane n'est pas son véritable nom. Il s'agit en réalité d'Oussama Ali Suleiman. Son pseudonyme fut aussi utilisé par les personnes qui ont rejoint son organisation par la suite.

En août 2011, toutefois, des dissensions sont apparues au sein de l'OSDH : plusieurs de ses membres ont découvert et reproché à Oussama Ali Suleiman les relations étroites qu'il entretenait avec Rifaat al-Assad, l'oncle de Bachar al-Assad, banni de

Syrie par son frère Hafez. Oussama Ali Suleiman fut alors accusé d'avoir utilisé l'OSDH au profit de Rifaat al-Assad, qui a constitué à Paris un groupe d'opposition appelant au départ de son neveu et qui se propose de reprendre la présidence.

Menacé d'exclusion, Oussama Ali Suleiman a réagi en modifiant tous les mots de passe du site web de l'OSDH et, depuis son appartement de Coven-

try, continue depuis lors d'alimenter « www.syriaahr.com », un site uniquement en arabe. Il s'est toutefois adjoint une certaine Hivin Kako, qui fait de temps à autre office de porte-parole anglophone de l'OSDH. Selon elle, Oussama Ali Suleiman n'a aucun rapport avec Rifaat al-Assad et la scission de l'équipe de l'OSDH a eu lieu après que celui-ci a découvert que les autres membres de l'équipe « *travaillaient*

L'INFORMATEUR : OUSSAMA ALI SULEIMAN LIÉ À RIFAAT AL-ASSAD, ONCLE DE BACHAR, BANNI DE SYRIE PAR SON FRÈRE HAFEZ !



De g. à dr. : Anne-Marie Lizin, Éric Denécé, Saïda Benhabyles et Richard Labévrière ont composé la mission d'évaluation.

rapport, la différence entre la situation de terrain et la vision qu'en donnent les médias anglo-saxons et arabes est extrêmement prononcée, bien plus encore qu'en Libye où plusieurs membres de la délégation avaient déjà pu observer ce phénomène. Il importe de souligner l'intense campagne médiatique en action contre Damas, sans que cela signifie d'aucune manière que les auteurs du rapport prennent parti pour qui que ce soit. »

Le rapport ajoute : « La crise syrienne est l'objet d'une véritable guerre médiatique impliquant nombre de MCM – moyens de communication massive –, conduite via les médias internationaux, les radios américaines, Sawa, les médias libanais proches du mouvement du 14-Mars, etc. Force est d'observer que les médias francophones, qui restent des acteurs très secondaires dans cette affaire, reprennent trop souvent sans les vérifier les affirmations des grands médias arabes et anglo-saxons. Par conséquent, la couverture médiatique reste par trop unilatérale

pour le gouvernement syrien et avaient infiltré l'OSDH »...

Les membres exclus, au nombre de neuf, tous syriens habitant Londres et issus de la classe moyenne, ont quant à eux décidé de fonder un second OSDH, affirmant disposer eux aussi d'un réseau d'observateurs en Syrie, et de le doter d'un nouveau site, en arabe et en anglais, dont l'adresse diffère peu de l'original : « www.syriah.org ».

Les représentants du « nouvel » OSDH que j'ai rencontrés m'ont garanti de leur complète indépendance de tout groupe politique et se sont présentés comme de simples militants des droits de l'homme.

Toutefois, dans un premier temps, le secrétariat de l'OSDH m'a conseillé de prendre contact avec Wael Aleji, identifié comme membre de la Commission générale de la révolution syrienne... Peut-on en conclure que l'organisation n'est peut-être pas si « indépendante » que l'affirment ses membres ?

► Cas d'école extrême

J'ai finalement soumis aux deux organisations les cas de faux que j'avais démontés. Moussab Azzawi, l'un des représentants du « nouvel » OSDH, a affirmé que cette désinformation était le seul fait d'Oussama Ali Suleiman. Quant à Oussama Ali Sulei-

et semble s'inscrire dans l'agenda géopolitique dominant : celui des néoconservateurs américains qui ont divisé le Proche et Moyen-Orient entre « pays arabes modérés » (Égypte, Jordanie et monarchies pétrolières) et « forces de l'axe du mal » (Iran, Syrie, Hezbollah et Hamas). Sur cette crise syrienne en particulier, l'information cède trop souvent le pas aux contraintes de cette idéologie dominante qu'il est désormais de bon ton de qualifier de mainstream. Il ne diffuse que des informations à charge contre le régime, dont une partie seulement est vraie. »

► Complot

Cette dimension médiatique avait certes été soulignée par de nombreux journalistes, mais ils n'ont pas été entendus. Jusqu'à la publication du fameux rapport des observateurs de la Ligue arabe⁽³⁾, certains pays y faisant la pluie et le beau temps, dont le Qatar et l'Arabie Saoudite, avaient essayé en vain de ne pas le rendre public. Et pour cause : l'un des observateurs issus des ONG arabes qui avait participé à cette mission, et dont nous tenons à taire le nom, nous a écrit ce qui suit : « Je me trouve actuellement et depuis un mois à Damas dans la mission des observateurs arabes. Pas besoin de vous dire que la réalité syrienne que j'ai découverte depuis un peu plus d'un mois est très différente de la présentation qu'en font les médias. L'opposition syrienne de l'extérieur dont je connais de nombreux leaders n'a aucune existence sur le terrain. Par contre, ce qui existe vraiment, ce sont des bandes armées, financées par les pays que vous connaissez et qui commettent au quotidien des massacres, des enlèvements et des actes de sabotage de l'économie du pays. Notre mission a sillonné le pays durant un mois et produit un rapport fidèle et honnête qui a été enterré par ceux-là même qui l'avaient demandé. Il y a un véritable complot contre la Syrie mais il ne sert à rien de le répéter. » ■

► (1) <http://www.cf2r.org/>

(2) Disponible sur le site CF2R.

(3) Le rapport intégral sur <http://tunisitri.wordpress.com/2012/01/30/le-rapport-de-la-mission-des-observateurs-arabes-en-syrie/#more-4548/>

man, il a immédiatement mis un terme à notre échange...

Les événements de Syrie constituent un cas d'école extrême de désinformation médiatique, peut-être plus encore que la guerre du Golfe de 1991, voire que la guerre de Yougoslavie, dans les années 1990, ou celle d'Irak de 2003, ou que l'intervention atlantique en Libye en 2011.

C'est que, en matière de manipulation de l'opinion publique (qui a si bon caractère), les bonnes vieilles recettes resservent toujours. ■

► * Historien et politologue, en Syrie en décembre et janvier 2011-2012.